

BILAN TRIMESTRIEL DES PREFERENCES PARTISANES EXPRIMEES PAR LES FRANÇAIS

La proportion d'individus « sans préférence partisane » a bondi de 3,4 points au 2^e trimestre.

Elle atteint désormais 31,3% au sein de la population en âge de voter, un score supérieur aux scores cumulés du PS et de LR (30,5%).

L'IDENTIFICATION AU PARTI SOCIALISTE, AU FRONT NATIONAL ET DANS UNE MOINDRE MESURE À « LES RÉPUBLICAINS » S'EST ÉRODÉE AU 2^e TRIMESTRE.

La défiance à l'égard du personnel politique et des structures partisans se manifeste de multiples manières. Les baromètres de popularité témoignent mois après mois de cette situation, avec des couples exécutifs qui enregistrent sur la majorité de l'exercice de leurs fonctions des cotes de confiance ou de satisfaction majoritairement négatives. La mesure de l'image des personnalités, toutes tendances politiques confondues témoigne elle aussi de ce phénomène, rares étant désormais les femmes et les hommes politiques tutoyant ou franchissant le seuil symbolique des 50% d'opinions favorables. Dans le même registre la montée des populismes, incarnée en France par les scores importants du Front national aux dernières élections, atteste d'un rejet ou du moins d'une mise à distance grandissante des partis de gouvernement et de ceux qui les incarnent. Plus globalement, les partis

politiques dans leur ensemble s'avèrent très négativement évalués par les Français¹ se caractérisant fréquemment par le rejet des dogmes et des idéologies.

Cette défiance s'observe également par l'étude des préférences partisans exprimées par les Français dans les enquêtes d'opinion. Ainsi dans une précédente analyse publiée courant avril sur la base d'un échantillon de grande taille (près de 12 000 personnes interrogées en janvier, février et mars 2016), nous notions que la proportion d'individus n'exprimant aucune préférence partisane au premier trimestre constituait désormais, et de loin, le premier groupe « politique » dans nos enquêtes. A l'issue d'un deuxième trimestre marqué par la mobilisation contre la loi travail et un nouvel affaiblissement du couple exécutif sur fond de menace terroriste, nous avons établi un nouveau bilan sur la base d'un échantillon tout aussi important (13 014 personnes interrogées en avril, mai et juin) et alors que se profile l'entrée progressive de la France en campagne électorale.

« Sans penser seulement aux élections, de quel parti ou mouvement politique vous sentez-vous le plus proche ? »	T1 2016 (n = 11 999)	T2 2016 (n = 13 014)	Evolutions
Extrême gauche	2,3%	2,4%	+0,1
Front de gauche	6,4%	6,5%	+0,1
Parti Socialiste	15,8%	14,1%	-1,7
Europe Ecologie / Les Verts	4,0%	4,0%	=
Autres formations de gauche	1,5%	1,5%	=
MoDem	4,8%	4,8%	=
UDI	3,6%	3,3%	-0,3
Les Républicains	16,8%	16,4%	-0,4
Debout la France	1,9%	2,1%	+0,2
Front National	15,0%	13,6%	-1,4
Sans préférence partisane	27,9%	31,3%	+3,4
TOTAL	100%	100%	-
Total gauche (hors extrême gauche)	27,7%	26,1%	-1,6
Total droite et centre (hors FN)	27,1%	26,6%	-0,5

Méthodologie : les données présentées dans cette analyse sont issues d'un cumul de 13 enquêtes nationales réalisées d'avril à juin 2016. Au total, 13 014 personnes ont été interrogées par internet sur l'ensemble de la période et constituent un échantillon national représentatif de la population de France métropolitaine en âge de voter. La représentativité de l'échantillon a été assurée au regard des variables suivantes : sexe, âge et profession de la personne interrogée auprès stratification par la région de résidence et la catégorie d'agglomération.

(1) Cf. « Les Mots de la France » : <http://elabe.fr/mots-de-france/>

Les préférences exprimées témoignent, comme en début d'année, d'un espace partisan sens-dessus-dessous et pour le moins morcelé. A 16,4%, « Les Républicains » se maintient en tête du classement des formations politiques, sans toutefois capitaliser sur l'impopularité de l'exécutif, son score se tassant légèrement d'un trimestre à l'autre (-0,4 point). Cette baisse s'avère toutefois moins marquée que celle observée pour le Front national : la proportion de Français désignant le parti de Marine Le Pen comme celui dont ils se sentent le plus proche passant de 15% à 13,6%, en baisse de 1,4 point. Toutefois, c'est à gauche que l'on observe la plus forte baisse, le Parti socialiste chutant de 15,8% des préférences exprimées de janvier à mars à seulement 14,1% au deuxième trimestre, soit une baisse de 1,7 point et sans que les autres formations politiques de gauche en profitent. De fait, notre bilan trimestriel met en lumière une nouvelle baisse de l'identification partisane des Français en âge de voter, le reflux étant plus marqué pour la gauche (-1,6 point, hors extrême gauche) que pour la droite et le centre (-0,5 point, hors FN).

LES « SANS PRÉFÉRENCE PARTISANE » CONSTITUENT LE PREMIER GROUPE « POLITIQUE » EN FRANCE. LEUR PROGRESSION S'AVÈRE QUASI-GÉNÉRALISÉE ET PARTICULIÈREMENT PRONONCÉE AU SEIN DES CATÉGORIES POPULAIRES (EMPLOYÉS ET OUVRIERS).

Dès lors, le pourcentage de personnes n'exprimant aucune préférence partisane bondit de 3,4 points au deuxième trimestre, passant de 27,9% à 31,3%.

Inégalement répartie au sein de la population, la propension à n'exprimer aucune préférence partisane varie notamment en fonction de l'âge des personnes interrogées et davantage encore selon la catégorie

socioprofessionnelle. Ceci s'explique par plusieurs facteurs identifiés de longue date. D'abord, une « compétence » ou un intérêt pour la politique inégalement partagés en fonction du cycle de vie des individus interrogés. Les jeunes, pour lesquels le processus de socialisation politique est encore récent voire peu avancé manifestent fréquemment une proximité à la chose publique plus faible que leurs aînés. S'ajoute à ceci des facteurs socioculturels ou socioprofessionnels et économiques comme le niveau d'éducation et la catégorie socioprofessionnelle, cette dernière étant toujours très indexée sur les diplômes.

Comme nous le constatons au premier trimestre, la proportion de « sans préférence partisane » atteint désormais des niveaux élevés toutes classes d'âge et toutes catégories socioprofessionnelles confondues. Cet affaiblissement de l'identification partisane au sein de la population en âge de voter s'avère toutefois encore plus marqué parmi les catégories de population au sein desquelles la proportion de « sans préférence partisane » atteignait déjà en début d'année des niveaux supérieurs à la moyenne nationale. Ce sont ainsi 36% des personnes âgées de 18 à 24 ans (les plus jeunes) et autant des 35-49 ans (le cœur de la population active) qui ne s'identifient désormais à aucun des partis proposés, avec des scores respectivement en hausse de 4 et 5 points. Des sommets sont même atteints auprès des catégories populaires : 38% des employés (+6 points) et 37% des ouvriers (+7 points) n'expriment aucune préférence partisane sur la période allant d'avril à juin, contre 24% (+2) des cadres et des professions intellectuelles supérieures qui restent, avec les retraités (25%,+2), ceux qui expriment le plus fréquemment leur proximité avec une formation politique quelle qu'elle soit.

En % de « sans préférence partisane »	T1 2016	T2 2016	Evolutions
Selon la classe d'âge			
18-24 ans	32% *	36%	+4
25-34 ans	29%	32%	+3
35-49 ans	31%	36%	+5
50-64 ans	28%	30%	+2
65 ans et plus	22%	25%	+3
Selon la catégorie socioprofessionnelle			
Artisan, indépendant, chef d'entreprise	31%	31%	=
Cadre et profession intellectuelle supérieure	22%	24%	+2
Profession intermédiaire	26%	28%	+2
Employé	32%	38%	+6
Ouvrier	30%	37%	+7
Retraité	23%	25%	+2

(*) Note de lecture : au 1^{er} trimestre 2016, 36% des personnes âgées de 18 à 24 ans n'exprimaient aucune préférence partisane.

LES PRINCIPAUX PARTIS DE GOUVERNEMENT SONT DÉSORMAIS DÉLAISSÉS PRÈS PAR PRÈS DE 7 FRANÇAIS SUR 10.

De telles disparités ne sont pas sans rappeler, à juste titre, celles désormais observées sur de nombreux sujets entre « insiders » et « outsiders », les deux principaux partis de gouvernement (le Parti socialiste et « Les Républicains ») apparaissant aux yeux de nombreux sondés comme des partis s'adressant désormais prioritairement, si ce n'est quasi exclusivement :

- Aux individus « mondialisés » ou du moins dotés de ressources économiques et/ou culturelles suffisantes pour bénéficier des opportunités qu'offre la mondialisation des échanges, qu'ils soient économiques ou culturels ;
- Sinon aux catégories de population davantage protégées que les autres grâce à leur statut, comme les titulaires de la fonction publique ou les retraités par définition pas exposés directement au risque du chômage.

Cet état de fait revient toutefois à laisser de côté ou du moins à ne pas suffisamment prendre en compte de larges pans de la population qui constitueraient alors une France périphérique, étant entendu que la notion de périphérie doit être ici appréhendée à la fois pour ses dimensions non seulement géographiques mais aussi, et peut-être surtout, sociologiques et symboliques.

L'existence d'une fracture grandissante avec les deux principaux partis de gouvernement se vérifie ainsi pleinement lorsqu'il est demandé aux Français quelle est la formation politique dont ils se sentent le plus proche. La distribution des réponses selon trois variables lourdes que sont la classe d'âge, la catégorie socioprofessionnelle et la catégorie d'agglomération éclaire crument les difficultés qui affectent aujourd'hui le PS et LR puisqu'ils ne rassemblent à eux deux que 30,5% des préférences exprimées au deuxième trimestre, soit une proportion légèrement inférieure à celle des individus n'exprimant aucune préférence partisane (31,3%).

Cite l'un des deux principaux partis de gouvernement (PS ou LR)	
ENSEMBLE	30,5%
Selon la classe d'âge	
18-24	25% *
25-34	25%
35-49	26%
50-64	30%
65 plus	41%
Selon la catégorie socioprofessionnelle	
Artisan, indépendant, chef d'entreprise	30%
Cadre et profession intellectuelle supérieure	36%
Profession intermédiaire	30%
Employé	25%
Ouvrier	21%
Retraité	40%
Selon la catégorie d'agglomération	
Commune rurale	27%
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	29%
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	29%
100.000 hab. et plus	33%
Agglomération parisienne	35%

(*) Note de lecture : au 2^e trimestre, 25% des personnes interrogées ont cité le PS ou LR comme le parti dont elles se sentent le plus proche.



S'ajoutent enfin à cela des disparités géographiques non négligeables, mises en évidence par l'analyse des résultats selon la classification Insee de la commune de résidence des sondés en fonction de la catégorie d'agglomération. Alors que la proportion d'individus exprimant une préférence partisane en faveur du PS ou de LR atteint 35% parmi les habitants de l'agglomération parisienne (près de 5 points au-dessus de la moyenne nationale) et encore 33% dans les grandes agglomérations de province de 100 000 habitants et plus, les scores enregistrés décroissent ensuite à 29% dans les petites et moyennes agglomérations pour atteindre seulement 27% dans les communes rurales (soit près 4 points en-dessous de la moyenne nationale) davantage en prise avec les difficultés économiques et concernées par les questions de l'éloignement aux services publics (notamment de santé).

* * *

L'essoufflement du champ partisan national s'est donc amplifié au deuxième trimestre dans un contexte tendu malgré de premiers signaux d'amélioration de la conjoncture économique, ces derniers apparaissant toutefois trop faibles – et trop fragiles – pour influencer sur les représentations. Alors que la menace terroriste contribue à ramener au premier plan de l'agenda les thématiques sécuritaires, identitaires et culturelles, nos données invitent toutefois à questionner l'idée selon laquelle ces enjeux s'annonceraient hégémoniques dans la perspective des prochains scrutins. Sans nier les inquiétudes que suscitent ces enjeux et les fractures qu'ils recouvrent, l'on pressent que le poids des variables socioéconomiques et leur caractère structurant dans le rapport qu'entretiennent

les Français au champ politique invitent à la prudence dans la perspective des prochains rendez-vous électoraux. Ignorer l'importance des facteurs économiques et sociaux dans l'éloignement désormais massif aux partis de gouvernements (et par conséquent à leurs représentants) exposerait sans aucun doute à des lendemains qui déchantent et pour le moins douloureux. Si les attaques de Nice et de Saint-Etienne-du-Rouvray constituent probablement un tournant dans le rapport des Français à la menace terroriste et aux jugements portés sur l'action de l'exécutif en la matière, il toutefois peu probable qu'elle fasse disparaître les préoccupations économiques et sociales. D'ailleurs, pourrait-il en être autrement alors que Pôle Emploi dénombrait fin juin 3,781 millions de chômeurs inscrits en catégorie A, et jusqu'à 5,734 millions toutes catégories confondues ?

De plus, l'atrophie des deux principaux partis de gouvernement que sont le Parti socialiste et « Les Républicains » interroge plus que jamais sur l'utilité perçue de l'action politique aux yeux des Français et leur capacité non seulement à répondre mais surtout à prendre en compte les attentes émanant du corps social. A cet égard, le divorce apparaît désormais plus que consommé entre les deux principaux partis de gouvernement et une grande partie de la population, en particuliers parmi les actifs et plus particulièrement les classes populaires.

Yves-Marie CANN

Directeur des études politiques

yves-marie.cann@elabe.fr / @yvesmariecann

